

## Motion à présenter à la CS du 8 avril 2025

La commission scientifique de Sciences Po Bordeaux exprime sa plus grande inquiétude quant aux politiques d'austérité budgétaire et à leurs effets sur la qualité de l'enseignement, de la recherche et les conditions de travail dans notre établissement et dans l'enseignement supérieur en général.

L'ESR souffre d'un sous-financement continu depuis la loi LRU de 2007 qui a exposé les universités à davantage de financements privés. Ces coupes budgétaires aggravent fortement la situation et entravent les missions de service public d'enseignement supérieur et de recherche, alors que deux défis majeurs sont à relever : sur le plan matériel, l'accueil des générations du baby-boom des années 2000 dans l'enseignement supérieur et, sur le plan culturel, la crise sans précédent de la confiance dans les savoirs et institutions scientifiques. Ce plan d'austérité s'accompagne de deux projets de réformes qui pourraient également avoir des conséquences négatives, à court terme, sur notre établissement : la mise en péril du soutien à la recherche dans 75% des unités mixtes de recherche du CNRS (réforme des Keylabs) et la dégradation des enseignements avec le renforcement de l'autonomie budgétaire des établissements sans moyens suffisants.

Dans de telles conditions, les missions fondamentales des universités et des organismes de recherche, la formation et la recherche, sont menacées à très court terme. Ce contexte alarmant a donné lieu à une mobilisation importante des étudiant.e.s à Sciences Po Bordeaux et partout en France, des universitaires, et à des prises de position sans précédent de la part des président.e.s et dirigeant.e.s des universités et établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, individuellement ainsi que collectivement par des communiqués de France Universités.

Si l'on peut saluer le fait que les inquiétudes manifestées par le monde universitaire aient été partiellement entendues, conduisant à quelques améliorations du budget initial, il s'agit d'efforts encore largement insuffisants pour inverser la trajectoire de dégradation des conditions de travail, d'enseignement et de recherche marquée par les différents budgets et réformes qui se sont succédé.

Profondément attaché à préserver la qualité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que l'indépendance vis-à-vis des mécanismes de financement privé, Science Po Bordeaux se joint ainsi aux demandes de mesures concrètes en termes d'augmentation des moyens (notamment pour compenser l'augmentation des dépenses contraintes liées à la rémunération des personnels qui font vivre l'établissement, au coût de l'énergie, etc.).

*Signataires :*

Les élu.e.s au CA : Sophie Duchesne, Anna Maria Lecis Cocco Ortu, Rozenn Nakanabo Diallo, Marième N'Diaye, Vincent Tiberj.

Les organisations syndicales : UNEF Sciences Po Bordeaux, CGT FERC Sup Sciences Po Bordeaux, Solidaires étudiant.e.s Bordeaux, SGEN CFDT Aquitaine

